

M. Lewis: Étant donné le fait que tous ces retards du gouvernement, aussi bien dans le cas des exportations de viande, de contre-plaqué et autres que dans celui des exportations de pétrole brut ou d'essence, vont avoir de fâcheuses répercussions s'ils se prolongent trop longtemps, puis-je demander au ministre s'il est prêt à prendre des mesures immédiates pour régler les exportations de viande, de contre-plaqué ou d'autres produits canadiens, c'est-à-dire les produits dont les prix influent directement sur le coût de la vie.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Oui, monsieur l'Orateur. Nous allons surveiller la situation et, au besoin, réagir immédiatement. Cependant, le pouvoir que le président des États-Unis cherche à obtenir pour imposer un contrôle à l'exportation, notamment sur l'alimentation, présuppose, si j'ai bien compris l'autre soir, l'autorisation du Congrès.

M. l'Orateur: A l'ordre. La présidence donne la parole au député de York-Sud qui veut poser une autre question supplémentaire...

[Français]

... et je donnerai ensuite la parole à l'honorable député de Témiscamingue qui désire lui aussi, poser des questions supplémentaires.

[Traduction]

L'AUGMENTATION DES PRIX DE LA GENERAL MOTORS—
LES MESURES ENVISAGÉES

M. David Lewis (York-Sud): Il y a moyen de faire certaines choses bien précises. Au lieu de se perdre dans des généralités, le ministre de l'Industrie et du Commerce nous dira-t-il s'il envisage de prendre des mesures pour freiner l'augmentation injustifiée du prix des automobiles annoncée par General Motors?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Je pense que le député veut parler des fabricants d'automobiles qui maintenant fournissent en équipement d'origine l'équipement qui, jusqu'ici, devait être acheté en supplément. La société m'a assuré que les accessoires jusqu'ici vendus en supplément et qui font maintenant partie de l'équipement d'origine expliquent la majoration apportée au prix de 95 p. 100 des voitures en cause. Deuxièmement, que le nouveau prix, compte tenu de l'équipement qui avant devait être acheté en supplément, est maintenant moins élevé que l'ancien prix plus les suppléments.

* * *

[Français]

LES FINANCES

LA MAJORATION DES TAUX D'INTÉRÊT—ON SUGGÈRE
D'IMPOSER UN CONTRÔLE

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire au ministre des Finances.

Étant donné que la hausse du taux d'escompte de la Banque du Canada et la hausse du taux d'intérêt que les banques à charte exigent présentement n'empêcheront personne de continuer d'emprunter, est-ce que le ministre songe à imposer un contrôle quelconque de ces taux, ou au gel de ce taux à 3 ou 4 p. 100, au lieu de 10, 11 ou 12 p. 100?

Questions orales

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Il s'agit plutôt là d'un sujet de débat, dont je compte traiter plus tard, monsieur l'Orateur.

[Traduction]

M. l'Orateur: A l'ordre. La présidence accordera la parole à quelques députés qui désirent poser des questions supplémentaires à ce sujet, mais je pense que je dois rappeler à la Chambre que, pour le reste de la journée, nous devons débattre les questions qui ont été soulevées jusqu'ici par les députés. Le député de Shefford aura d'abord la parole, puis ce sera le tour des députés de Calgary-Nord, de Saint-Jean-Est et des autres.

* * *

[Français]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA DÉCLARATION DU GOUVERNEUR DE LA BANQUE DU
CANADA À QUÉBEC—CONSULTATION PRÉALABLE AVEC
LE MINISTRE DES FINANCES

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

Est-ce que le Gouverneur de la Banque du Canada a consulté l'honorable ministre des Finances avant d'annoncer, à Québec, le 11 juin, que le moment est arrivé de ralentir le crédit bancaire au Canada?

Une voix: Pas ralentir, mais élargir!

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Le Gouverneur de la Banque du Canada a employé l'expression «ralentir ou modérer l'expansion», mais il faisait allusion à l'effet que la politique monétaire sera encore assez expansionniste pour accommoder suffisamment l'économie canadienne.

[Traduction]

LES RÉDUCTIONS TARIFAIRES ANNONCÉES PAR LE
PRÉSIDENT NIXON—LA PROTECTION DES
CONSOMMATEURS CANADIENS—L'OPPORTUNITÉ D'UN
ENTRETIEN

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Une question supplémentaire au premier ministre, monsieur l'Orateur. Étant donné que l'initiative de M. Nixon aura pour effet d'accentuer encore l'augmentation des prix des denrées alimentaires au Canada, surtout ceux du bœuf et des autres produits carnés, de la volaille et des produits laitiers, le très honorable représentant accepterait-il de rencontrer les représentants des provinces et des industries alimentaires en vue de prendre les mesures nécessaires pour protéger les consommateurs canadiens de ces pressions externes?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, les prémisses de cette question ne sont pas évidentes et s'appuient sur des données inexacts. Nous ne sommes pas à court de certaines denrées dont les prix ne seront pas modifiés.

M. McGrath: Peut-être pourrais-je rendre service au premier ministre en lui disant que le fond de ma question...